

Bientôt deux ans après le meurtre de

## « L'enquête avance à une lenteur

Le 2 novembre 2013, Ghislaine Dupont et Claude Verlon, envoyés spéciaux de RFI au Mali, étaient enlevés et assassinés près de Kidal. Entretien avec Pierre-Yves Schneider, secrétaire général et porte-parole de l'association Les Amis de Ghislaine Dupont.

### Bientôt deux ans après l'assassinat de Ghislaine Dupont et Claude Verlon à Kidal, où en est l'enquête ?

Une information judiciaire est ouverte depuis maintenant plus d'un an. Malheureusement, le juge anti-terroriste Marc Trevidic qui était en charge du dossier, et avec lequel les parties civiles et

nous-mêmes avons un bon contact, vient de changer d'affectation. On attend beaucoup du magistrat qui prend la suite. C'est une enquête qui progresse extrêmement lentement, notamment parce que l'essentiel du dossier est au Mali et la justice malienne n'avance pas beaucoup. En dehors de l'enquête préliminaire diligentée par le parquet de Paris, le juge a auditionné quelques témoins, le plus souvent sur la base des propositions que nous avons pu lui faire en tant qu'association.

### Comment se fait-il que la justice française elle-même ait attendu six mois avant d'ordonner l'ouverture d'une instruction ?

Je n'ai pas la réponse à cette question. Ce que je sais, c'est que la création de l'association y a contribué. À l'époque, le parquet a justifié ce délai par la difficulté rencontrée à obtenir de l'ONU les autorisations d'interroger les militaires de la Minusma présents sur place. Les questions ont bien été posées mais par écrit et avec des résultats très décevants, parce que les questions posées étaient bien trop vagues. Bref, il y a bien une enquête ouverte, mais les choses avancent avec une lenteur qui est insupportable à vivre pour les proches.

### Dès le début, vous avez évoqué des « incohérences » par rapport aux événements tels qu'ils ont été présentés par le parquet. Est-ce qu'il y a eu du nouveau depuis ?

Il ne s'agissait que d'hypothèses, échaudées par le procureur, qui sont restées théoriques. Sur les raisons de l'enlèvement, sur les circonstances du drame, nous n'avons eu aucune réponse convaincante, et le dossier d'instruction ne permet pas de lever ces interrogations. En revanche, nous avons toutes les raisons de penser que l'armée dispose d'éléments qu'elle n'a pas communiqués.

### Pourquoi ?

Le scénario d'un enlèvement de deux journalistes français de RFI, avec une voiture qui perd un peu d'huile et qui tombe en panne au bout de dix kilomètres, et des pieds nickelés qui les

exécutent avant de disparaître dans le désert, moi je n'y crois toujours pas.

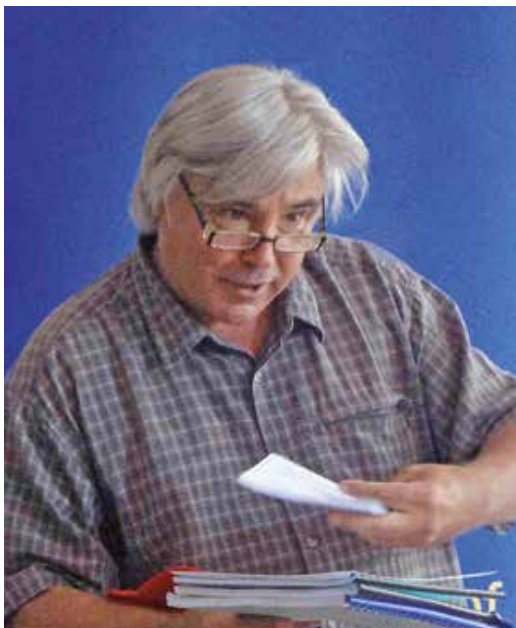
### « J'exigerais que la France nous dise la vérité »

### Est-ce que toutes les mesures de sécurité avaient été prises sur place, par rapport au contexte de l'époque ?

A posteriori, évidemment, on peut se poser la question. Mais aussi bien Ghislaine que Claude connaissaient bien le terrain, ils s'étaient rendus à Kidal trois mois auparavant, et je suis sûr qu'avec leur hiérarchie, ils avaient pesé le pour et le contre. Quand ils sont arrivés sur place, il n'y avait pas d'inquiétude particulière. Ils ont rencontré leurs interlocuteurs, ils ont été vus par tout le monde sur place, ils ne se sentaient pas particulièrement en danger tout en sachant que c'était évidemment un terrain très difficile. Mais c'est bien la libération des otages d'Arlit qui est intervenue à proximité pendant leur séjour à Kidal, qui a modifié le contexte sécuritaire. Pourquoi aucune force présente alors sur place ne semble les avoir mis en garde par rapport à cette nouvelle donne ?

### Après quinze mois d'attente et une lettre ouverte, vous avez été enfin reçus avec les familles fin juillet par le Président Hollande. Que vous a-t-il dit ?

Il s'est engagé à ce que le secret-défense soit levé, suite aux demandes formulées par le juge Trevidic juste avant l'été. Nous ne sommes pas naïfs. S'il y a des choses à cacher, il va falloir beaucoup d'opiniâtreté de la part des juges. Nous nous sommes très clairement inquiétés du fait que des acteurs importants du dossier disparaissaient ces dernières semaines à l'occasion d'opérations des forces spéciales françaises. Des noms de suspects (commanditaires ou exécutants) ont été cités par le Président Hollande, qui correspondent à nos propres informations ou hypothèses mais je ne peux pas en dire davantage. En tout cas, le Président a totalement légitimé notre action en notre présence et quand on lui a posé un peu naïvement la question : qu'est-ce que vous feriez à notre place ? Il



Pierre-Yves Schneider, coordinateur pédagogique et formateur expert chez C.F.I., Agence française de coopération médias, secrétaire général et porte-parole de l'association « Les Amis de Ghislaine Dupont ».

Ghislaine Dupont et Claude Verlon (RFI)

# insupportable pour les proches »



Ghislaine Dupont et Claude Verlon ont été enlevés et assassinés le 2 novembre 2013 (photo collection personnelle).

nous a répondu: « J'exigerais que la France nous dise la vérité ».

## Est-ce qu'on la connaîtra un jour, cette vérité ?

Nous nous battons pour ça. Pourquoi ont-ils été tués ? Pourquoi eux ? Était-ce la France qui était visée à travers RFI ? Ont-ils recueilli sur place des informations explosives qui auraient pu remettre en cause certains arrangements en cours à Kidal ? Deux ans après ces assassinats, je m'étonne toujours que cette dernière hypothèse ne soit que rarement évoquée, alors que c'est la première chose qui devrait venir à l'esprit quand on tire sur des journalistes. Quand Guy-André Kieffer disparaît à Abidjan, on suppose immédiatement qu'il sait des choses gênantes, non ?

« Ghislaine était une pure et dure »

## Quelle journaliste était Ghislaine ?

Je n'ai pas beaucoup travaillé avec Ghislaine qui est avant tout mon amie. Je sais que c'était une « pure et dure », exigeante pour elle-même et par voie de conséquence à l'égard des autres, intransigeante même sur les questions d'indépendance et de déontologie. Quand elle n'était pas d'accord, elle pouvait être cassante et têtue mais c'est son rire, sa gouaille et sa bonne humeur

« déconnante » dont tout le monde se souvient. En revanche, elle a connu une période très noire, quand elle a été écartée pendant plusieurs années par la direction de RFI des dossiers RDC qu'elle connaissait mieux que personne.

## Pourquoi cette mise au placard ?

Après une période tendue suite à une couverture journalistique sans concession de la répression et des mensonges du pouvoir en RDC, l'ancienne direction a fini par négocier la reprise du signal FM de RFI et l'ouverture d'un bureau à Kinshasa contre la mise à l'écart de Ghislaine. Si cela a été très douloureux pour elle, c'est non seulement parce que

son honneur professionnel était en cause mais parce qu'elle savait ce que davantage de « discrétion » de la part de RFI sur certaines exactions du pouvoir en RDC pouvait entraîner. Elle n'a pas voulu rendre public ce qu'elle savait, pour l'honneur de la maison dans laquelle elle travaillait depuis vingt-cinq ans. Mais elle est allée aux prud'hommes et un accord lui a été proposé par la présidence de France Medias Monde en 2013. Et elle a été nommée conseillère éditoriale de la rédaction à peine quatre mois avant le drame de Kidal.

## La presse française a-t-elle oublié Ghislaine et Claude ?

Cette affaire de meurtres concerne des journalistes d'un organe de presse auxquels, hélas, les médias français n'accordent que très peu d'intérêt, alors qu'il compte pourtant quarante millions d'auditeurs et un pouvoir d'influence insoupçonné. C'est un peu comme si on assimilait ces morts à des accidents du travail. Il y a trop peu de journalistes qui enquêtent ou suivent le dossier. C'est vrai, à leur décharge, qu'il est difficile de l'aborder sans se confronter à la complexité du contexte sahélien, à l'histoire récente et au silence des uns et des autres, militaires français, Touaregs, soldats de la Minusma, etc. C'est pour cela qu'on a acquis la certitude que ce que nous faisons en tant qu'association était absolument nécessaire. ■

Propos recueillis par Vincent LANIER

## En quête de vérité

Le 2 novembre 2013, Ghislaine Dupont et Claude Verlon, en mission pour Radio France Internationale, étaient abattus dans le désert quelques minutes après avoir été enlevés en pleine ville, à Kidal, dans le nord du Mali. Afin de préparer une émission spéciale de RFI sur la situation au Mali, ils étaient arrivés à Kidal quatre jours auparavant, mardi 28 octobre, le jour de la libération des quatre otages d'Arlit.

Pourquoi ? Qui ? Comment ? C'est pour tenter d'obtenir des réponses à ces questions, face aux lenteurs de l'enquête, que l'association « Les Amis de Ghislaine Dupont » s'est créée en mars 2014. L'association présidée par Marie-Solange Poinot, la maman de Ghislaine Dupont, a été reçue fin juillet par le Président de la République François Hollande, qui a annoncé la levée du secret-défense.